

**Arrêté préfectoral complémentaire n° A6605 du 17 SEP. 2025
modifiant les prescriptions applicables aux installations
de la SAS AVENIR COMPLEXAGE SERVICE autorisée à exploiter une imprimerie
située 3 rue de Marsais – Z.A. de la Plaine – 79300 SAINT VARENT**

Le Préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'environnement et notamment le titre I^{er} du livre V, et en particulier son article R.181-46 ;

Vu le tableau annexé à l'article R 511-9 du Code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du Président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n°2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 relatif aux installations et activités utilisant des solvants organiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4695 du 4 décembre 2007 relatif à la régularisation administrative d'une imprimerie sur la commune de Saint Varent, demande présentée par la société Avenir Complexage Service ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5975 du 30 avril 2018 portant mise à jour du classement des activités de la SAS AVENIR COMPLEXAGE SERVICE autorisée à exploiter une imprimerie ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 6299 du 30 juin 2021 relatif à la mise en œuvre en cas de déclenchement des procédures préfectorales lors d'épisodes de pollution de l'air ambiant pour le site exploité par la société SAS AVENIR COMPLEXAGE SERVICE sur la commune de Saint-Varent ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu la prise d'acte n° A5462 du 18 juin 2014 donnant récépissé de changement d'exploitant de la SA AVENIR COMPLEXAGE SERVICE à la société SAS AVENIR COMPLEXAGE SERVICE (ACS) ;

Vu la prise d'acte n° A5944 du 28 novembre 2017 relatif au déplacement de la cuve de stockage de gaz d'un volume de 3,8 tonnes en dehors des effets thermiques de 8 kW/m² ;

Vu le porter à connaissance transmis le 17 mai 2022 relatif à l'extension du site ;

Vu l'avis favorable du SDIS du 2 mai 2022 ;

Vu les rapports des visites d'inspection du 24 novembre 2022 et du 21 mai 2024 et les éléments de réponse transmis par l'exploitant en retour ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 3 septembre 2025 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 5 septembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu le courrier de l'exploitant reçu le 15 septembre 2025 informant ne pas avoir d'observation à formuler ;

Considérant que l'exploitant a transmis un porter à connaissance pour la réalisation d'une extension de 116 m² incluant la mise en place d'une nouvelle complexeuse sans solvants ;

Considérant que la machine ROTOGRAF n'est plus utilisée sur le site et que l'exploitant a transmis les justificatifs de consignation ;

Considérant que la machine à laver Héliogravure et que la salle de colorimétrie n'avaient pas été prises en compte dans le classement des installations et le suivi des rejets atmosphériques ;

Considérant que l'analyse des besoins en eau d'extinction selon la méthode de calcul D9 qui a été évaluée à 300 m³ nécessite l'implantation d'une réserve d'eau incendie de 120 m³ sur le site en plus du poteau incendie existant ;

Considérant que le besoin de confinement des eaux d'extinction incendie selon la méthode de calcul D9A a été évalué à 356 m³, et que le bâtiment est équipé de barrières de rétention permettant de garantir un confinement interne des eaux d'extinction incendie pour un volume de 308 m³, et qu'il convient de mettre en œuvre sur le site un bassin extérieur de confinement des eaux d'extinction incendie afin de garantir le confinement des 356 m³ ;

Considérant que le classement administratif des installations doit être mis à jour ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, les modifications réalisées sur le site sont considérées comme non notables et non substantielles et qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions dans les formes prévues à l'article R.181-45 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : Portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral n° 4695 du 4 décembre 2007 relatif à la demande de régularisation de la situation administrative d'une imprimerie sur la commune de Saint-Varent, présentée par la société Avenir Complexage Service, est modifié selon les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Classement des installations

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°4695 du 4 décembre 2007 susvisé, relatif à la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées, est modifié par les dispositions suivantes :

Rubriques	Activités	Volume	Classement
2450-A.a	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) Supérieure à 200 kg/j	335,32 kg/j	A
1978-3.a	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 3. a) Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant ⁽¹⁾ est supérieure à 15 t/an.	61 tonnes	D

A : Autorisation, D : Déclaration

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées. »

Article 3 : Conditions de rejets atmosphériques

Les dispositions des articles 3.2.2 à 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 4695 du 4 décembre 2007 susvisé, relatifs aux conditions de rejets atmosphériques, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 3.2.2 – Conduits et installations raccordées

	Installations raccordées	Nature du rejet
Conduit n° 2	Imprimeuse héliogravure 3 couleurs	COVNM
Conduit n° 3	Machine à laver Héliogravure	COVNM
Conduit n° 4	Colorimétrie	COVNM

Article 3.2.3 – Conditions générales de rejet

	Hauteur au-dessus du sol	Diamètre
Conduit n° 2	10 mètres	100 mm
Conduit n° 3	10 mètres	100 mm
Conduit n° 4	10 mètres	100 mm

Article 3.2.4 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- les valeurs limites d'émissions de COV non méthaniques dans les rejets canalisés :

	Concentrations instantanées en COVNM
Conduit n° 2	75 mg/m ³
Conduit n° 3	75 mg/m ³
Conduit n° 4	75 mg/m ³

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser :

- 25 % de la quantité de solvants utilisés, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes par an ;
- 20 % de la quantité de solvants utilisés, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an.

Les valeurs limites des émissions diffuses et canalisées relatives aux Composés Organiques Volatils ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de Composés organiques Volatils, tel que défini à l'article 8.1.5.3. »

Article 4 : Ressource en eau et en mousse

Les dispositions de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral n° 4695 du 4 décembre 2007 susvisé, relatif aux ressources en eaux et en mousse, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un réseau d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau public ;
- des réserves en émulseurs adaptés aux produits présents sur le site ;
- des extincteurs en nombre et en qualités adaptées aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- 3 poteaux incendie d'un débit minimum de 80 m³ chacun ;
- 1 réserve d'eau incendie de 120 m³ ;
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir des débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. »

Article 5 : Bassin de confinement

Les dispositions de l'article 7.7.6.1. de l'arrêté préfectoral n° 4695 du 4 décembre 2007 susvisé, relatif au bassin de confinement, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Conformément à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral les bâtiments et locaux peuvent contenir les eaux d'extinction incendie pendant 2 heures.

En complément du confinement des eaux d'extinction incendie à l'intérieur des bâtiments, le site est équipé d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie et des eaux susceptibles d'être polluées d'un volume de 48 m³.

Les organes de commande nécessaires à garantir le confinement des eaux d'extinction ou des eaux susceptibles d'être pollués sont actionnables en toute circonstance. La manœuvre des dispositifs doit être testée régulièrement. »

Article 6 : Abrogation

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5975 du 30 avril 2018 sont abrogées.

Article 7 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie de SAINT-VARENT et peut y être consultée ;
- 2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ;

3°) le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture ;

4°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

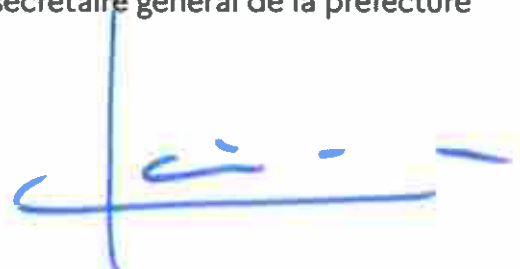
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Saint-Varent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

NIORT, le 17 SEP. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture



Patrick VAUTIER